

Revue de presse développement économique, attractivité et tourisme
Du 3 octobre au 9 octobre 2020

Relance

Les Français restent indécis entre relance de l'économie et protection de leur santé – Ils sont la moitié à penser que la relance économique est prioritaire selon une [étude ELABE](#). 76% pensent que la santé prime sur la réduction des libertés individuelles et 66% acceptent que leur vie sociale soit limitée. Ces chiffres varient selon les tranches d'âge : les 65 ans et plus acceptent mieux une restriction des libertés individuelles et de leur vie sociale que les 34 ans et moins. De même, les CSP+ sont plus favorables à une limitation de la vie sociale (70%) que les ouvriers (57%). Enfin, 58% des français pensent que les dépenses engagées par l'État sont nécessaires, bien qu'elles creusent la dette.

Le fonds Résilience Ile-de-France et collectivités est élargi aux entreprises de plus de 20 salariés – [L'avance remboursable](#) allant de 3 000 à 100 000 € pour les TPE s'adapte pour accompagner les acteurs du secteur du tourisme, de la restauration et de l'évènementiel, en relevant le seuil jusqu'à 50 salariés afin de prendre pleinement en compte aux particularités de l'économie francilienne. Par ailleurs, le gouvernement a également assoupli certains de ses dispositifs, en élargissant les activités pouvant bénéficier du fond de solidarité État et Régions, en augmentant les plafonds d'employés et en abaissant le seuil de perte de chiffre d'affaire (de 80 % à 70 %).

Le plan de relance a pour objectif une augmentation de 4 points de PIB en cumulé – D'après [la DG Trésor](#), le plan « France Relance » aurait un impact sur le PIB de l'ordre de 1,1% en 2021, de 1% en 2022 et de 0,6% en 2024 et 2025 par rapport à un scénario sans plan de relance. Concernant le déficit public, le gouvernement entend le ramener à 4,9% du PIB à l'horizon 2022. Les effets du plan devraient être faibles en 2020 en raison de décaissements limités. La contribution du plan à la hausse de l'activité a pour objectif la création de 160 000 emplois en 2021 et de 240 000 emplois en 2022. Plus globalement, l'économie devrait bénéficier d'un stimulus lié au plan de relance et à la demande jusqu'en 2022, puis, venant du volet offre (baisse des impôts de production etc.).

Economie

Le PIB du 4^{ème} trimestre demeurera en dessous de son niveau de l'an dernier – [Selon l'INSEE](#), après une hausse du PIB de 16% au 3^{ème} trimestre, le PIB du 4^{ème} trimestre devrait être en baisse de 5% par rapport au PIB du 4^{ème} trimestre 2019. Le rebond de l'épidémie réduit la consommation des ménages et augmente les incertitudes des français sur le chômage. Ce dernier devrait s'établir à 9,7% en fin d'année après avoir été mitigé par les mesures de chômage partiel et de soutien aux secteurs d'activité. 840 000 emplois (dont 730 000 emplois salariés) devraient être perdus en 2020. La situation est très contrastée selon les secteurs, l'hébergement-restauration, les transports de voyageurs et les activités culturelles devraient concentrer le plus de pertes d'emploi fin 2020. Si l'INSEE table sur un recul du PIB de l'ordre de 9% pour l'année 2020, le gouvernement retient un chiffre moins optimiste avec un recul de 10% du PIB par rapport à l'année 2019.

Le taux d'épargne des ménages devrait atteindre 20,3% en 2020, un record depuis 1978 – [Selon l'INSEE](#), les dépenses de consommation des ménages ont fortement chuté au deuxième trimestre (11,5%) après une baisse de 5,8% au premier trimestre. Pour l'année 2020, la baisse totale devrait s'établir à 16,1% par rapport à 2019. Cette tendance augmente le taux d'épargne des français. Il

s'établit à 27,4% au deuxième trimestre après 19,7% au premier trimestre 2020 (+ 7,7 points). A titre de comparaison, sa moyenne était de 14,9% pour l'année 2019. La différence d'épargne des ménages entre 2019 et 2020 s'établit à 80 Md€ en valeur absolue, somme inégalée jusqu'à ce jour alors que la consommation est présentée comme le fer de lance de la relance par le gouvernement.

Bercy évalue le déficit commercial à 79 Md€ en 2020 – En août le [déficit commercial](#) dépassait déjà les 67 Md€ alors qu'il s'est établi à 58 Md€ sur l'ensemble de l'année 2019. Ce déficit est notamment lié à la situation du secteur aéronautique, dont les exportations, évaluées à 64 Md€ en 2019, ont déjà chuté de 20 Md€ cette année. Au total, le déficit commercial devrait entraîner un manque à gagner de 2 points de PIB pour la France en 2020.

Entreprises

L'industrie aérienne va dépenser 300 000 \$ par minute jusqu'à la fin de l'année – [Selon l'Association du transport aérien international \(IATA\)](#), les recettes du secteur ont chuté de l'ordre de 80%, qui a été compensée partiellement par une baisse des dépenses de plus de 50%. Les dépenses de l'industrie aérienne pour la seconde moitié de l'année 2020 seront de 77 Md\$. En France, selon Trendeo, 15 650 postes ont été supprimés entre mi-mars et mi-septembre. Au niveau mondial, selon le Groupe d'action sur les transports aériens, 4,8 millions d'emplois dans l'industrie aérienne pourraient être perdus sous un an. L'IATA appelle à des mesures d'aides additionnelles des États (160 Md\$ de subventions ont déjà été accordées à l'échelle mondiale) alors que l'espoir d'une hausse de l'activité pour les fêtes de fin d'année est écarté face au rebond de l'épidémie.

Le secteur hôtelier fait face à un coup d'arrêt et se prépare à une fin d'année difficile – Selon une étude de MKG, le taux d'occupation moyen des hôtels français en septembre a baissé de 33 points par rapport à l'année dernière, s'établissant à 44 %. Ce taux varie fortement selon la catégorie de l'hôtel (celui du haut de gamme étant à 28 % contre 54 % pour le super-économique) et selon qu'il soit à Paris ou en province (les hôtels franciliens subissant particulièrement les conséquences de la crise : - 61 % d'activité en septembre 2020 par rapport à 2019, avec un taux d'occupation à 26%, contre 51 % en province).

International

Le gouvernement espagnol annonce un plan de relance de 72 Md€ en 3 ans – 27 Md€ seront injectés dès 2021 et 800 000 emplois devraient être créés d'ici à 2023. Ce plan priorise la transition écologique (37% des 72 Md€) et la digitalisation (33%). Il reste encore soumis à l'approbation du Parlement. La ministre des Finances prévoit aussi une augmentation des dépenses publiques à 196 Md€ en 2021 (soit +50% par rapport à 2020). Pour rappel, le PIB devrait chuter de 11,2% en 2020 (contre 9,2% prévu jusque-là), avant un rebond attendu de 7,2% en 2021. Le déficit public devrait atteindre -11,3% en 2020 et -7,7% en 2021. Enfin le chômage atteindra 17,1% cette année et stagne à 16,9% en 2021.

Le nombre de pays interdisant l'accès de leurs réseaux 5G à Huawei s'accroît – Le gouvernement allemand prépare un projet de loi obligeant les équipementiers télécoms à faire tester leurs composants par les autorités, ce qui viserait à bloquer l'entrée de Huawei par des procédures longues et complexes. Si le groupe a annoncé en février dernier (avant les sanctions américaines) avoir signé 91 contrats commerciaux 5G dans le monde, dont 47 en Europe, Huawei n'a plus communiqué sur le sujet depuis. Ailleurs, le Brésil et l'Inde sont encore en phase de réflexion, quand le Vietnam et Singapour ont déjà écarté Huawei du marché. Seule l'Afrique reste en faveur de Huawei.

L'OMC abaisse ses prévisions de recul du commerce international de 12,9% à 9,2% pour 2020 – [Le recul](#) est deux fois supérieur au recul du PIB mondial (contre six fois lors de la crise de 2008). Dans le détail, l'Amérique du Nord (-15 %) et l'Europe (-12 %) souffrent davantage que l'Asie (-5 %). Les prévisions sont différentes selon les secteurs : l'industrie automobile et les articles de luxes souffrent particulièrement (-50% et -40%) alors que les pharmaceutiques sont en croissance (+10%), comme celui des produits électroniques. L'OMC prévoit un rebond de 7,2% pour 2021.